



ACTION HUMANITAIRE POUR LA SANTE ET

LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Bureau National: 042. Av.FIZI I, Q/Nyalukemba, Commune d'Ibanda-Bukavu, Province du Sud-Kivu, RDC

Téléphone: +243 997739056, +243 822188787

E-mail: ong.ahusadecongo@gmail.co

« Nous avons la vision d'un monde où règne la paix et la cohésion sociale et où toute personne a droit à un niveau de vie suffisant »



RAPPORTS NARRATIFS DE L'ONG AHUSADEC

2020-2022



Décembre 2022

O. INTRODUCTION

Action Humanitaire pour la Santé et le Développement Communautaire, en sigle AHUSADEC, est une association sans but lucratif (asbl), apolitique et non confessionnelle de droit Congolais. AHUSADEC a été créée le 18 août 2006. Elle fonctionne conformément aux dispositions de la Loi n° 004 /2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux Etablissements d'utilité publique en République Démocratique du Congo. Elle est enregistrée au Ministère National de la Justice et Garde des Sceaux N°Just./SG/20/735/2020-Certificat F.92 /37.330 requête en obtention de la Personnalité juridique.

Elle est enregistrée respectivement au niveau du Ministère Provincial de la Justice et Garde de sceaux du Sud-Kivu : N°JUST-GS.112/S-SK/2689/2008, ayant reçu l'autorisation de fonctionnement de la province du Sud-Kivu : N°01/020/CAB/GOUVPRO-SK/2014 ainsi que du Ministère du Plan N°003/2020/GP/SK/CAB /MINPLAN /2020.

AHUSADEC a son un siège social à Bukavu, sise avenue Fizi 1, N°042, Quartier Nyalukemba, C /Ibanda-Bukavu- Sud-Kivu, RD Congo.

AHUSADEC est une organisation qui a une expérience avérée dans la mise en œuvre des projets dans les domaines suivants: Santé/Nutrition, Education, Sécurité Alimentaire, Eau-Hygiène et Assainissement, Plaidoyer et Lobby, Promotion des droits humains, Genre, Justice et Paix.

Durant les années 2020 et 2021, AHUSADEC a travaillé en partenariat avec les bailleurs de fonds dont les noms suivent dans la mise en œuvre des activités et/ou projets dans les secteurs de la couverture santé universelle, de l'éducation, de la nutrition, de l'engagement civique et communautaire des jeunes, la lutte contre les VSBG dans les zones d'exploitation artisanale de l'or. Il s'agit du Ministère des Affaires Etrangères du Pays-bas via l'ONG Internationale "CORDAID", l'USAID via FHI360, UNICEF et Office des Nations-Unies contre les Drogues et les Crimes(UNODC) via United Nations Trust Fund for Victims of Human Trafficking, UNVTF à Vienne, Autriche.

-2022 : **228. 487, 00 USD** répartis comme suit: USAID via FHI360 (169.996,00 USD) et Fonds des Nations-Unies pour la Population (UNFPA 58,488 USD) ;

-2021: **189. 996, 00 USD** répartis comme suit: USAID via FHI360 (169.996,00 USD) et United Nations Office on Drugs and Crimes (20,000 USD).

-2020: **175.468 ,00 USD** répartis comme suit : Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas via l'ONGI CORDAID (79.919 USD), USAID via FHI360 (75.000,00 USD), Cluster Education/UNICEF (1985USD) et United Nations Office on Drugs and Crimes (16,064 USD) et fonds propres (2,500 USD).

I. ACTIVITES REALISEES

I.1. Réponse aux Violences Basées sur le Genre (VBG), y compris l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS) dans la province de l'Ituri dans le cadre du Projet d'Équité et de Renforcement de Système Éducatif (PERSE) avec le financement de la Banque Mondiale via le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique et le Fonds des Nations-Unies pour la Population(UNFPA) pour un budget de 58,488 USD de Mai à Juillet 2022.

Globalement, le projet a touché les catégories sociales suivantes :

- i. Au moins 674.817 élèves soit 328.089 filles et 346.728 garçons sont touchés par les activités de sensibilisation contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), y compris l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS) dans 1538 écoles primaires publiques dans la province de l'Ituri.
- ii. Au moins 9.228 enseignants et personnels de la direction des écoles sont touchés par les activités de sensibilisation contre les VBG dans les écoles ;
- iii. Au moins 684 prestataires des structures de santé d'offre des services de prise en charge médicale et psychologique sont touchés par des messages de sensibilisation contre les VBG/EAS/HS ;

- iv. Enfin, la collaboration et le travail en synergie avec les différentes parties prenantes a constitué le socle de la réussite de notre campagne de sensibilisation contre les VBG/EAS/HS couplées à l’affichage des supports de communication dans les écoles, les administrations scolaires et les formations sanitaires.



1.2. Projet Elimu ni Jibu ya USAID(Child and Youth Education Response, CYERA)

En partenariat avec **FHI360**, l’ONG « **AHUSADEC** » exécute, depuis le 05 Octobre 2021 jusqu’au 30 Septembre 2022, un projet dénommé: “Elimu ni Jibu ya USAID pour un budget annuel de l’ordre de **169.996,00 USD**.”

I.2.1 Contexte et justification du projet

Le projet /Elimu ni Jibu ya USAID est mis en œuvre par FHI 360, en partenariat avec IRC et VIAMO, avec le financement de USAID.

Pour les cinq années Elimu ni Jibu ya USAID à travers ses activités touchera plus de 200 000 enfants et jeunes, et 6 000 enseignants. Ce projet est exécuté actuellement en Ituri, au Nord Kivu et au Sud Kivu.

Le projet vise à :

- Fournir des services éducatifs aux enfants et aux jeunes (filles et garçons), y compris aux enfants handicapés et aux enfants autochtones.
- Soutenir la capacité des parents à financer l’éducation de leurs enfants.
- Promouvoir le bien-être, l’inclusion, la prévention de la violence sexiste.
- Développer les compétences et le potentiel des jeunes filles et garçons à devenir des leaders et
- Renforcer la capacité des organisations locales afin qu’elles soient en mesure de soutenir l’éducation des enfants et des jeunes (filles et garçons) dans leurs zones d’intervention...

Les principaux bénéficiaires du projet sont les enfants et les jeunes et tous ceux qui les aident à accéder à des services éducatifs de qualité. Le projet œuvrera selon les composantes: accès à l’éducation et qualité de l’éducation, sensibilité au genre, l’inclusion sociale et le bien-être des bénéficiaires du projet sont des aspects transversaux à toutes les activités du projet.

I.2.2. Bref aperçu des réalisations majeures

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, AHUSADEC est opérationnelle dans le territoire de Mambasa en Ituri ; Ci-dessous les principales réalisations:

- Sensibilisation au tutorat communautaire : 3890 élèves filles et 3597 élèves garçons, 56 apprenants dont 37 filles 19 garçons et 13,000 parents dont 60% de femmes et 40% d’hommes ont été sensibilisés à l’approche tutorat communautaire;
- Formation de 20 Membres du Comité Genre et de Surveillance des Violences en Milieu Scolaire;
- Mise en place de 20 comités genre et de surveillance contre les violences en milieu scolaire;

- Formation de 34 jeunes tuteurs/tutrices parmi eux 17 filles et 17 garçons au tutorat communautaire qui ont accompagné 1021 apprenants à relever leur niveau en calcul, lecture et écriture ;
- Installation de 20 Clubs GLOW pour promouvoir le développement positif des jeunes et l'équité entre les sexes. Installés dans les communautés, les Club LOW viseront à accroître la prise de conscience/résilience des filles et des garçons âgés de 10 à 18 ans, scolarisés ou non, qu'ils peuvent tous contribuer à développer leurs compétences et à changer leurs attitudes.
- Renforcement des capacités de 168 enseignants dont 99 hommes et 69 femmes en matière de méthodes d'enseignement, notamment dans la méthodologie de l'apprentissage accéléré, et améliorera leur niveau d'assimilation des connaissances.

1.3. Projet Activité de l'USAID pour le Développement Intégré des Jeunes, ADIJ

En partenariat avec FHI360, l'ONG « AHUSADEC » a travaillé, depuis le 1er Avril jusqu'au 30 Novembre 2020 dans la mise en œuvre du Programme dénommé « **Activité de l'USAID pour le Développement Intégré des Jeunes(ADIJ** » pour un budget annuel de l'ordre de **138.295,99 USD**.

1.3.1.Contexte et Justification du projet

1.3.2. Bref aperçu du projet ADIJ, Résultat intermédiaire 2

Dans le but d'accroître la capacité de résilience des jeunes face aux conflits et à la violence dans l'Est de la République Démocratique du Congo, le projet "Activité de l'USAID pour le Développement Intégré des Jeunes (ADIJ)" travaille avec 8 organisations au service des jeunes et dirigées par des jeunes du Nord et du Sud-Kivu (Walungu, Kalehe, Kabare, Karisimbi, Bukavu et Goma).

Ensemble avec FHI 360, les organisations de la société civile des jeunes notamment AHUSADEC dans la commune de Kadutu, ville de Bukavu et le Groupement d'Irhambi-Katana à Kabare ont été chargées de la mise en œuvre de la composante R2 du projet visant '*le développement positif des jeunes à travers les activités communautaires*'.

Pour nous, ce projet a une certaine particularité du fait que les jeunes ont été impliqués dans toutes les étapes de sa mise en œuvre (Responsabilisation des jeunes). Ce qui leur a permis de développer leurs compétences, leurs capacités de leadership et renforcer des relations positives avec les communautés à travers les comités consultatifs communautaires.

Dans l'implémentation de ce projet, nous avons privilégié l'approche participative et inclusive qui a consisté à associer tous les jeunes à la fois comme acteurs et bénéficiaires(les jeunes cartographes et jeunes reporters), les réseaux et alliances de développement des jeunes, les autorités locales et les comités consultatifs communautaires au niveau de chaque zone d'intervention du projet.

1.3.3. Bref aperçu des réalisations majeures du projet ADIJ, Résultat intermédiaire 2

Dans la mise en œuvre de nos activités dans la commune de Kadutu et le groupement d'Irhambi-Katana dans la province du Sud-Kivu, nous avons tenu compte de la dynamique des conflits et d'intégration des principes de sensibilité aux conflits et de principe « Do no Harm » (Ne pas Nuire).

AHUSADEC a contribué avec succès à l'atteinte des objectifs du projet ADIJ dans la commune de Kadutu à Bukavu et dans le groupement d'Irhambi-Katana à Kabare en 2019.

AHUSADEC a travaillé avec FHI360 et a contribué à l'atteinte du Résultat 2 du projet ADIJ visant le développement positif des jeunes à travers les activités communautaires et basé sur 3 approches méthodologiques à savoir:

- (i) Cartographie Communautaire par les jeunes;
- (ii) Engagement des jeunes et de la communauté (YCE) dans les ateliers dits "Whole System in the Room" (WSR) ou Tout le Système dans la Salle ;
- (iii) Activités communautaires dirigées par des jeunes (YCA's).

Voici les principales activités réalisées en 2020:

1) **Cartographie Communautaire par les Jeunes et pour les Jeunes** (une stratégie de Recherche Participative qui engage les membres des communautés principalement les Jeunes à prospector leurs communautés pour collecter des données de ressources basées dans la communauté, des besoins communautaires et des opportunités) avec l'appui technique de FHI360 ;

En effet, AHUSADEC met en œuvre actuellement le projet intitulé : « Activité de l'USAID en RDC pour le Développement Intégré des Jeunes » dans le Groupement d'Irhambi-Katana et la Commune de Kadutu, province du Sud-Kivu. Ce projet est financé par USAID RDC et est implémenté par le Consortium EDC-FHI360-CRS et SoukTel en collaboration avec les organisations locales des Jeunes.

Pour ce projet, 5 staffs de notre organisation ont été formé sur la **Cartographie Communautaire par et pour les Jeunes** (*Une stratégie de Recherche Participative qui engage les membres des communautés spécialement les jeunes à prospector leurs communautés pour collecter des données de ressources basées dans la communauté, des besoins communautaires et des opportunités*). Ils ont pris une part active à la formation des formateurs de quatre jours organisée par FHI360 à Kadutu et Katana, afin de renforcer leurs capacités à former les jeunes cartographes sur "Youth Community Mapping"(CYM) et comment coordonner le processus de cartographie dans leurs communautés. La formation a porté également sur l'utilisation de l'application de téléphonie mobile pour la collecte de données CYM, les principes positifs de Développement Positif des Jeunes et les approches Do No Harm (Ne Pas Nuire).

Après avoir été formé sur les outils d'enquête et d'analyse de données CYM de FHI360, chaque groupe de jeunes cartographes s'est rendu dans leurs communautés pour interviewer d'autres jeunes et parties prenantes de la communauté, diriger des groupes de discussion et utiliser une grille d'observation pour identifier les ressources et les services disponibles pour les jeunes dans la communauté, les espaces sécurisés ainsi que les installations et les programmes sociaux et culturels. Ainsi 60 jeunes cartographes ont été déployés dans les zones de santé de Katana et Kadutu pour mener cette recherche participative.

Les résultats de ces enquêtes ont donné lieu à l'élaboration de 9 plans d'actions communautaires prioritaires parmi lesquels USAID à travers FHI360 et AHUSADEC pourra appuyer techniquement et financièrement en 2020. **Par la suite, les jeunes ont procédé à l'analyse et au traitement des données collectées grâce au logiciel « Survey Monkey ».**

2) Activités communautaires dirigées par des jeunes (YCA's)

-Ces activités découlent des plans d'actions prioritaires issus des ateliers WSR. Elles sont menées par 6 réseaux et Alliances de Développement des Jeunes notamment : Jeunes Agriculteurs de Katana, Parlement des Jeunes Engagés de Katana(PJEK) et AMAJAMBERE pour le groupement d'Irhambi-Katana et pour la commune de Kadutu : Terre d'Espoir, Jeunes Environnementalistes et Jeunesse Debout.

-Ainsi, plus de 5,500 jeunes regroupés au sein des réseaux et alliances de développement des jeunes ont participé de manière positive aux activités communautaires à travers les travaux communautaires appelés communément « Salongo ».

-L'implication de la jeunesse dans des travaux communautaires : ceci s'explique par la participation des jeunes aux actions de développement dans leurs entités, les jeunes sont actuellement acteurs du changement et porteurs des initiatives dans leurs communautés. La campagne « Katana toujours propre » initiée par les jeunes du groupement d'Irhambi-Katana en a été une parfaite illustration



3) Formation et mise en place d'une équipe de 12 jeunes reporters accompagnés par 2 journalistes mentors ayant pour rôles de collecter, de traiter et de diffuser les informations relatives aux activités communautaires dirigées par les jeunes regroupés au sein des réseaux et Alliances de Développement des Jeunes susmentionnés à travers les médias locaux(médias audio-visuels et en ligne).

4) 17 émissions radiodiffusées ont été réalisées et animées par les jeunes reporters via les radios communautaires suivante : Radio Universitaire ISDR pour la communauté de Kadutu, la Radio Communautaire « Gorilla FM » pour le groupement d'Irhambi-Katana et la Radio Communautaire Territoriale de Kalehe pour la communauté de Mbinga-Sud ; Voici d'une manière sommaire les thèmes qui ont été développés par ces 12 jeunes reporters basés à Kadutu, Irhambi-Katana et Mbinga-Sud.

- L'engagement positif des jeunes à travers les activités communautaires, défis et avancées;
- Les jeunes face aux dynamiques des conflits : analyse des forces, faiblesses et stratégies d'amélioration ;
- Quel rôle peut jouer les jeunes face aux Violences sexuelles et basées sur le genre en milieu scolaire et communautaire ?
- Défis liés à l'engagement des jeunes dans les activités entrepreneuriales ;
- Jeunesses et droits humains pour un développement intégral ;
- Participation des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention et la transformation pacifique des conflits ;
- Le sport par les jeunes : un moyens indispensables pour impliquer les jeunes dans les questions de paix, cohésion sociale et développement de leurs communautés ;
- Que faire pour accroître la résilience des jeunes dans leurs communautés ?
- Le manque de la cohésion sociale : un frein pour le développement de nos communautés ;
- La jeunesse et la non-violence active : Est-ce possible ? ;

- Les droits humains peuvent vraiment contribuer au développement de la jeunesse de Kadutu, Irhambi-Katana et Mbinga-Sud.



v)

Enquête-rapide sur les connaissances-attitudes et pratiques (CAP) en matière de Genre, l'Inclusion Sociale et la Lutte contre les Violences Sexuelles basées sur le Genre(SGBV) du 03 au 10 juillet 2020 à Irhambi-Katana. En effet, après la réalisation de cette enquête CAP, en partenariat avec Catholic Relief Services(CRS) dans le cadre du projet ADIJ, AHUSADEC a organisé une formation sur le Genre, l'Inclusion Sociale et la Lutte contre les Violences Sexuelles basées sur le Genre(SGBV) du 16 au 21 Juillet 2020 à Katana à l'intention de 15 « Champions Genre ». Il s'agit des agents de changement qui ont pour mission de faire la promotion communautaire de l'approche « Genre » et la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre dans les communautés au niveau des groupements de Bughore et Irhambi-Katana, territoire de Kabare au Sud-Kivu.

vi) Sessions de formation additionnelles des jeunes cartographes et jeunes reporters sous les thèmes: ***“Résolution pacifique des conflits, Leadership, Planification et élaboration d'un plan d'action, Techniques de plaidoyer et campagnes”.***

Les sessions de formation additionnelles ont été dispensées durant huit jours, soit du samedi 27 juin au samedi 05 juillet 2020 à Kadutu, ville de Bukavu et du 06 au 11 Juillet 2020 à Katana, territoire de Kabare. Les jeunes cartographes, reporters et ceux des réseaux et alliances de développement des jeunes ont été formés sous les thèmes: « Résolution pacifique des conflits, Leadership, Planification et élaboration d'un plan d'action et les techniques de plaidoyer et campagnes ».

Chaque thème a été dispensé pendant deux jours dans le strict respect des mesures barrières contre la COVID-19.

Nous avons regroupé les participants en petit nombre de 15 jeunes dans une grande salle avec d'espacement physique d'au-moins un mètre, chacun muni d'un masque et le lavage obligatoire des mains à l'aide des gels hydro-alcooliques.

Pour y arriver, chaque thème a été traité durant deux jours avec chaque fois un groupe de 15 jeunes avant-midi et un autre groupe de 15 jeunes après-midi.

S'agissant de la résolution pacifique des conflits: les points suivants ont été développés par le facilitateur : l'identification des conflits dans les communautés, les sortes des conflits ainsi que les causes et conséquences et les moyens pour y remédier. Cette séance a été clôturée par une brève explication sur les techniques des médiations et les différents piliers de gestion des conflits.

S'agissant du Leadership: les notions et concepts suivant ont été développés par le facilitateur: "Leadership et Leader " , sortes des leaders et les qualités et/ou caractéristiques d'un bon leader.

S'agissant de la planification et l'élaboration d'un plan d'action : les notions et concepts suivants ont été développés par le facilitateur: Généralités sur les notions de Planification et gestion de cycle de projet, Modèle de planification opérationnelle d'engagement civique et communautaire des jeunes, étapes dans l'élaboration du plan d'action opérationnel, modèle de rédaction d'un plan d'actions des activités d'engagement civique et communautaire des jeunes, coordination, suivi, supervision et évaluation des activités d'engagement civique et communautaire des jeunes. Enfin, un travail pratique a été donné aux participants sur l'élaboration du Plan d'actions des activités d'engagement civique et communautaire des jeunes qui a été présenté en plénière et corrigé par l'ensemble des participants.

S'agissant des techniques de plaidoyer et campagnes: les points suivants ont été décortiqués par le facilitateur: généralités sur les notions de plaidoyer et campagnes, les techniques de plaidoyer, les étapes ou cycles du processus de plaidoyer, l'élaboration du message de plaidoyer, l'élaboration du plan d'action de plaidoyer. Pour finir, un travail pratique a été donné aux participants sur l'élaboration du plan d'action de plaidoyer des activités d'engagement civique et communautaire des jeunes qui a été présenté en plénière et corrigé par l'ensemble des participants.

Ces sessions de formation additionnelles ont été clôturées par la remise des certificats de participation aux jeunes cartographes et jeunes reporters ainsi qu'aux jeunes issus des réseaux et alliances de développement des jeunes.

Eléments de succès:

- 60 jeunes formés sur les 4 thèmes parmi lesquels 6 jeunes issus des réseaux et alliances de développement des jeunes afin de consolider le travail en synergie entre les organisations partenaires à FHI360 et les réseaux et alliances de développement des jeunes de Kadutu et Irhambi-Katana ;
- Le respect strict des mesures barrières contre la COVID-19 ;
- La sélection objective et rationnelle des formateurs et leur professionnalisme.
- L'assiduité des participants
- Les sessions étaient participatives ;
- La remise des modules de formation aux participants ;

- La remise des brevets de participation aux jeunes.



I.4. Projet “Partenariat Stratégique pour le Lobby et le Plaidoyer” avec CORDAID.

En partenariat avec l’ONG Internationale **CORDAID** , l’ONG Nationale « AHUSADEC » a mis en œuvre le Programme Intitulé : “ **Partenariat Stratégique pour le Lobby et le Plaidoyer(SPLA) dans le secteur de la Santé: “Accès aux Soins de Santé vers la Couverture Sanitaire Universelle”** dans la province du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, du 1er Janvier au 31 Décembre 2020 pour un budget de l’ordre de **79,919 USD** en provenance du **Ministère des Affaires Étrangères du Pays-Bas via CORDAID**.

Ce Programme vise à contribuer à la restauration du contrat social dans le contexte fragile de la République Démocratique du Congo à travers les actions de Lobby et de Plaidoyer dans les domaines de Sécurité locale et accès à la justice pour tous, de paix et protection du genre, d’accès aux soins de santé vers la couverture sanitaire universelle et de transparence dans le secteur extractif pour croissance économique inclusive et durable. Ce projet base sur la théorie de changement suivant: *«A l’horizon 2030, les soins de santé de bonne qualité deviennent abordables et accessibles aux populations congolaises, en particulier pour les personnes vulnérables»*,

Les activités menées par AHUSADEC en 2020 avec un budget de 79,919 USD dans le cadre de ce programme concourent à l’atteinte des objectifs/incidences dans le secteur de la Santé: “**Accès aux Soins de Santé vers la Couverture Sanitaire**”.

I.4.1. Contexte et Justification du programme

Le secteur de la santé en RDC se caractérise aujourd'hui par une détérioration du système à cause de l'ensemble des événements auxquels le pays a dû faire face depuis plus d'une décennie, ainsi que d'un manque de financement et d'appui.

En effet, seuls 7% du budget 2020 sont affectés au secteur de la santé et pendant longtemps, seules les populations et quelques ONGs et organisations confessionnelles ont continué à appuyer le secteur de santé avec des moyens très limités.

En effet, l’accessibilité aux soins de santé est un des défis majeurs auxquels la population congolaise, en général, et celle des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, est constamment confrontée.

Depuis le début des guerres et conflits armés en 1996, la RD Congo a été plongée dans un état de pauvreté absolue ayant occasionné l’effondrement total du système de la Santé surtout dans la partie Est de la RDC.

Les différentes modalités de financement de la santé en cours dans notre pays, en l’occurrence la tarification forfaitaire subsidiée, les mutuelles de santé, le Fonds d’Achat des services ne permettent ni d’accroître le taux de pénétration, ni d’améliorer l’accessibilité des populations aux soins de santé de qualité.

Pourtant, le droit à la santé est un des droits fondamentaux consacrés tant par les instruments juridiques internationaux que nationaux (art. 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 26 Charte africaine des Droits de l'homme)

La reconnaissance universelle du droit à la santé fut, de plus, confirmée dans la Déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaires, dans laquelle les Etats s'engageaient à développer progressivement des systèmes médicaux complets afin d'assurer une distribution des ressources efficaces et équitables pour le maintien de la santé

En vue de mettre effectivement en œuvre ce droit, le Gouvernement congolais envisage de mettre progressivement en place un système de couverture sanitaire universelle (CSU), assis sur le principe de solidarité et d'équité.

Cette approche s'inscrit également dans la stratégie nationale de protection sociale et dans le plan stratégique national sur la couverture sanitaire universelle.

La Constitution congolaise affirme sans équivoque que le droit à la santé est garanti à tous (art. 47) et place l'organisation et la promotion des soins de santé primaires parmi les matières relevant de la compétence exclusive des Provinces (art. 204, points 18 et 22)

Face à ces défis importants, AHUSADEC en partenariat avec CORDAID ont travaillé dans le cadre de la mise en œuvre du projet : « Partenariat Stratégique pour le Lobby et le Plaidoyer » dans la trajectoire "accès aux soins de santé vers la Couverture Sanitaire Universelle" dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Nos interventions étaient basées sur la ***Théorie de Changement Suivante : « Rendre les soins de santé de bonne qualité soient abordables et accessibles aux populations congolaises, en particulier pour les personnes vulnérables dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu »***.

Pour y arriver, nous avons mené des actions/campagnes de lobby et plaidoyer auprès des détenteurs du pouvoir pour obtenir l'adoption/changement des politiques/pratiques et réglementations susceptibles de faciliter l'accès aux soins de santé de qualité pour tous.

Nos activités de plaidoyer pour la couverture sanitaire universelle ont été menées dans les zones de santé de Goma, Karisimbi, Kirotshé et Nyiragongo en province du Nord-Kivu ainsi que dans les zones de santé de **Kadutu, Kalehe, Katana et Miti-Murhesa** dans la province du Sud-Kivu.

I.4.2. Progrès majeurs réalisés en 2020:

1. Les grandes lignes du parcours de changement pour 2020 portent principalement sur l'appui et le suivi de la mise en œuvre des mesures d'application de la loi organique N°17/002 du 08 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la mutualité et l'édit provincial N°003/2018 du 09/07/2018 portant promotion des soins de santé primaires par les mutuelles de santé au Nord Kivu par le Gouvernement au niveau local, provincial et national.

2. Le parcours de changement pour 2020 a porté aussi sur les actions de lobby et plaidoyer auprès des ministères de l'emploi, travail et prévoyance sociale; budget et finances à tous les niveaux pour accroître le budget et le taux des décaissements de fonds alloués à la santé.

3. Le parcours de changement pour 2020 s'est focalisé également sur les actions de mobilisation communautaire pour accroître le taux des adhésions aux mutuelles de santé, l'amélioration du fonctionnement et/ou la gouvernance des mutuelles de santé à tous les niveaux et le renforcement de la culture de redevabilité au niveau des zones de santé.

4. Nous comptons, enfin, mener les actions de Lobby et Plaidoyer au niveau international en participant aux fora internationaux sur la Couverture Sanitaire Universelle afin d'influencer les politiques en matière de la santé au niveau local, provincial et national.

Résultats obtenus :

a) Au niveau Stratégique/Gouvernement provincial et Assemblée Provinciale du Nord et du Sud-Kivu

- L'intégration du budget relatif à l'appui des mutuelles de santé dans les budgets des Provinces du Nord et Sud-Kivu. Ce budget est passé de 0 USD à 10,000 USD en 2020 au Nord-Kivu et de 0 USD à 90,000 USD au Sud-Kivu en 2020.

Avec l'existence dudit Edit provincial et de loi organique N°17/002 du 08 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la Mutualité, les gouvernements provinciaux du Nord-Kivu et du Sud-Kivu et les députés provinciaux ont, pour la première fois, aligné l'appui aux Mutuelles de santé dans les Budgets provinciaux 2019-2020 en vue de faciliter l'accès aux soins de santé à la population.

b) Au niveau Communautaire

Constat: faible culture de prévoyance des risques maladies dans les communautés.

Pour inverser la tendance,

- AHUSADEC a réalisé les campagnes de sensibilisation communautaire à travers les radios communautaires, les relais communautaire, les équipes cadre des zones de santé, les dépliants, les théâtres des rues, les journées de vaccination etc. pour accroître le taux d'adhésions aux mutuelles de santé. Pour ce faire, 60 émissions radiodiffusées ont été animées.

- AHUSADEC a réalisé les sessions de **renforcement des capacités de 12 gestionnaires des formations sanitaires et de 31 mutuelles de santé pour l'amélioration du fonctionnement et de la gouvernance des mutuelles de santé et des formations sanitaires dans le but d'encourager la culture de redevabilité sociale.**

c) Les stratégies de lobbying et de plaidoyer mises en place:

- Enquêtes couplées sur les obstacles majeurs à l'accès aux soins de santé de qualité et la problématique de la faible adhésion aux Mutuelles de santé;
- Des revues, des dialogues, suivi et contrôle budgétaire, des ateliers, des réunions-dîners de Lobby et Plaidoyer ont été organisés avec les Députés provinciaux, les autorités provinciales (Gouvernements provinciaux) et les parties prenantes clés intervenant dans le secteur de la santé et de la protection sociale ;
- Vulgarisation de l'Edit provincial N°003/2018 du 09/07/2018 portant Promotion des Soins de Santé Primaires par les Mutuelles de santé au Nord Kivu et des Arrêtés provinciaux y relatifs à travers les Médias locaux ;
- Mobilisation communautaire pour renforcer accroître la culture de prévoyance des risques maladies dans les communautés.
- Validation et adoption des textes statutaires légaux permettant à l'Association Nationale des Motards du Congo (ASNAMOC) au Sud-Kivu et aux agents et fonctionnaires de l'Etat au Nord-Kivu d'organiser une Mutuelle de santé.
- Afin de traduire la loi en actions sur les Mutuelles de santé, après la vulgarisation de cette dernière auprès des acteurs communautaires, les agents et fonctionnaires de l'Etat à Goma au Nord-Kivu et les Motards regroupés au sein l'Association Nationale des Motards du Congo (ASNAMOC) au Sud-Kivu à travers leurs leaders ont mis en place des structures fonctionnelles de solidarité et d'entraide sociale pour mettre ensemble leurs ressources financières par des cotisations des membres pour l'accès aux soins de santé en évitant les dépenses catastrophiques lors des risques maladies au sein des ménages en situation de vulnérabilité économique.
- Sensibilisation des motards contre le COVID-19 regroupés au sein de l'Association Nationale des Motards: 3,500 motards de la ville de Bukavu ont été sensibilisés sur les mesures barrières contre le COVID-19 et dotés des masques (cache-nez) et des solutions hydro-alcooliques pour faire face au COVID-19.
- Intégration des Mutuelle de santé dans le Plan Stratégique National dans le cadre de la Couverture Sanitaire Universelle.
- Installation d'une TASK FORCE pour la protection des personnels soignants et administratifs engagés dans la riposte contre le COVID-19 dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Sensibilisés par AHUSADEC sur la nécessité de bénéficier d'une protection adéquate, les acteurs engagés dans la riposte contre la pandémie de COVID-19 ont constitué une TASK FORCE SANTE regroupant des Ordres de médecins, des Pharmaciens, des Infirmiers, des administratifs des hôpitaux, des syndicats des médecins, ainsi que de certains acteurs de la société civile en province du Sud-Kivu et du Nord-Kivu, qui a pour mandat d'identifier et d'analyser les problèmes liés à la protection des professionnels de santé.

S'agissant du COVID-19:

Le COVID- 19 a impacté sur notre planification:

- Les deux projets d'arrêtés sur l'installation, fonctionnement et organisation de la Commission Provinciale de Coordination des Mutuelles (CPCM) au Sud-Kivu se trouvant sur la table du Gouverneur de province ne sont pas encore signés. Les priorités du Gouvernement Provincial du Sud-Kivu ont été orientées vers la riposte contre le Covid-19. Ce qui aura des conséquences néfastes sur la mise en place rapide de la CPCM au Sud-Kivu;
- Le suivi du décaissement des fonds alloués à l'appui aux mutuelles de santé et au fonctionnement de la Commission Provinciale de Coordination des Mutuelle (CPCM) Nord-Kivu n'a pas effectué à cause de la pandémie de Covid-19.

Malgré l'impact négatif de la COVID-19, nous avons reçu à mettre en place une TASK FORCE pour la protection des personnels soignants et administratifs engagés dans la riposte contre le Covid-19 dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

Photo: Sensibilisation des motards contre le COVID-19 à Bukavu, le 05 mai 2020



I.5. Partenariat avec le Cluster Education/UNICEF

En collaboration avec le Cluster Régional Education au Sud-Kivu et du Maniema sous la coordination de l'UNICEF,



- AHUSADEC a organisé des sessions de formation de 11.100 enfants affectés par les conflits sur la paix, la résolution pacifique des conflits et la cohésion sociale dans l'axe Minova-Kalungu-Numbi-Shanje-Lumbishi dans la sous-division Educationnelle Kalehe 1 en province du Sud-Kivu, Du 27 au 30 Janvier 2020 pour un budget de 985 USD.
- AHUSADEC a participé Evaluation Rapide des Besoins Humanitaires en Education (Education Needs Assessment) dans le territoire d'Uvira, du 15 au 22 Juin 2020 pour un budget de 500 USD. Cette évaluation a été commanditée par UNICEF via le Cluster Régional Education et réalisée dans la zone de santé d'Uvira par un consortium de 7 organisations membres du Cluster dont AHUSADEC.

I.6. Projet d'appui à la lutte contre la traite des filles mineures à des fins d'exploitation sexuelle dans les zones d'extraction minière artisanale à Kamituga, territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu à l'Est de la RDC.



En partenariat avec l'Office des Nations Unies contre les Drogues et les Crimes (UNODC) via Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les victimes de la traite des êtres humains, basé à Vienne en Autriche, AHUSADEC a été sélectionnée pour mettre en œuvre du **Projet d'appui à la lutte contre la traite des filles mineures à des fins d'exploitation sexuelle dans les zones d'extraction minière artisanale à Kamituga, territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu à l'Est de la RDC.** , dans la zone de santé de Kamituga, territoire de Mwenga, province du Sud-Kivu pour un budget total de **36,060 USD**:

i) Bénéficiaires directs assistés:

- 118 filles mineures victimes et/ou survivantes de l'exploitation et abus sexuels dans les mines d'or artisanales de Kamituga,
- 52 garçons utilisés dans le travail forcé dans les mines d'or artisanales de Kamituga ;

- 93 filles utilisées dans le travail forcé dans les mines d'or artisanales;

ii) Résultats obtenus

- Distribution de vêtements et de nourriture à 118 filles mineures trafiquées à des fins d'exploitation sexuelle dans l'exploitation minière artisanale de Kamituga;
- Distribution de masques et de produits pour le lavage des mains, y compris des savons et du papier hygiénique contre le COVID-19;

- 118 filles mineures victimes d'entreprises de trafic sexuel forcé dans des bordels ont été sensibilisées et testées pour le VIH / SIDA dans l'exploitation minière artisanale de Kamituga;
- Des séances de conseil pré-test et post-test ont été organisées et des résultats VIH positifs ou négatifs ont été fournis à 118 bénéficiaires;
- Soutien psychosocial pour 5 cas testés positifs pour le VIH et orientation vers l'hôpital général de référence de Kamituga pour des soins médicaux appropriés;
- Soutien psychologique à une victime âgée de 12 ans et souffrant de fistules uro-génitales ;
- Suivi du dossier judiciaire au Tribunal pour enfants à Kamituga en faveur d'une victime âgée de souffrant de fistules uro-génitales ;
- Distribution de 15 000 préservatifs masculins et 5 000 féminins dans les bordels, les bars et les petits hôtels où vivent des filles mineures victimes de trafic sexuel;
- Identification de 8 sites miniers et de 6 bordels accueillant des filles mineures victimes de trafic sexuel à des fins commerciales ou économiques.

I.7. Partenariat avec Global Health Promise, USA

Prise en charge et assistance nutritionnelle sous forme de ration alimentaire en faveur de 109 enfants des filles-mères de sexe âgés de moins de 5 ans.

L'objectif visé du projet est « la prévention et la réduction de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans afin de réduire la mortalité infantile ».

Avec l'appui financier de l'ordre de 12,000 USD de Global Health Promise, AHUSADEC a procédé à la distribution de la ration alimentaire composée des farines de soja, farine de maïs, du sucre, des biscuits, des haricots, du riz, du sel aux enfants des femmes et filles travailleuses du sexe dans la zone de santé de Kadutu et Irhambi Katana.

VII. Programme d'Alphabétisation Communautaire de base

AHUSADEC a organisé avec les fonds propres, de 2020 à 2021, des cours accélérés d'alphabétisation fondamentale (savoir lire, savoir écrire et savoir calculer) pour 109 filles et garçons analphabètes principalement les peuples autochtones et pygmées.

AHUSADEC a apporté assistance nutritionnelle pour 109 enfants vulnérables et marginalisés dans le Cercle d'Alphabétisation Communautaire de Miti situé dans la zone de santé de Miti-Murhesa au Sud-Kivu. Il s'agit de: distribution de la ration alimentaire composée des farines de soja, farine de maïs, du sucre, des biscuits, des haricots, du riz, du sel.

II. CONCLUSION

1. S'agissant du programme Partenariat Stratégique pour le lobby et le Plaidoyer (SPLA), avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères du Pays-Bas via CORDAID, ce programme nous a permis contribuer à la restauration du contrat social entre les organisations de la société civile et les gouvernants dans le secteur de la santé à travers les interventions basées sur la Théorie de Changement Suivante: « *Rendre les soins de santé de bonne qualité soient abordables et accessibles aux populations congolaises, en particulier pour les personnes vulnérables dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu* ».

Pour y arriver, nous avons mené des actions/campagnes de lobby et plaidoyer auprès des détenteurs du pouvoir pour obtenir l'adoption des lois ou édits, le changement des politiques/pratiques (Intégration des Mutuelle de santé dans le Plan Stratégique National pour la Couverture Sanitaire Universelle et les réglementations susceptibles de faciliter l'accès aux soins de santé de qualité pour tous.

Cependant voici quelques **Défis** rencontrés dans la mise en œuvre du programme:

- Faibles capacités organisationnelles de la Commission provinciale de coordination des mutuelles au Nord-Kivu; des mutuelles de Santé des Motards au Sud-Kivu et celle des agents et fonctionnaires de l'Etat au Nord-Kivu;
- Faible appui financier du gouvernement provincial du Nord-Kivu pour assurer le fonctionnement de la Commission Provinciale de Coordination des Mutuelles au Nord-Kivu ;
- Faible taux d'exécution et de décaissement du budget alloué à la santé et la prévoyance sociale au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

Dans l'esprit de pérenniser et renforcer ce contrat social, nous recommandons ce qui suit :

- Promouvoir des actions de plaidoyer pour la mobilisation des fonds pouvant faciliter les missions de suivi de l'exécution et décaissement des fonds alloués à la santé et à la prévoyance sociale au Nord et Sud-Kivu ;
- Renforcer l'organisation et le fonctionnement de la Commission Provinciale de Coordination des Mutuelles au Nord-Kivu, des mutuelles de santé des motards et celle des agents et fonctionnaires de l'Etat au Sud-Kivu et au Nord-Kivu.

2. S'agissant du projet: " Activité de l'USAID pour le Développement Intégré des jeunes (ADIJ), avec l'appui financier de l'USAID via FHI360,

AHUSADEC estime avoir contribué avec succès à l'exécution du projet ADIJ dans la commune de Kadutu à Bukavu et dans le groupement d'Irhambi-Katana à Kabare durant ces 20 mois de partenariat. AHUSADEC a travaillé avec FHI360 et a contribué à l'atteinte du Résultat 2 du projet ADIJ basé sur 3 approches méthodologiques à savoir:

- (i) Cartographie Communautaire par les jeunes;
- (ii) Engagement des jeunes et de la communauté (YCE) dans les ateliers dits « Whole System in the Room » (WSR) ou « Tout le Système dans la Salle » ;
- (iii) Activités communautaires dirigées par des jeunes (YCA's).

Enfin, En tant qu'Organisation de la Société Civile, nous avons beaucoup apprécié l'apport de FHI360 dans le renforcement des capacités de gestion administrative, financière et logistique ainsi que la gestion programmatique et le rapportage de nos activités.

Sur le plan administratif et gestion des ressources humaines:

AHUSADEC a renforcé et mis en pratique les politiques de Ressources Humaines (RH). AHUSADEC est désormais affiliée à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), à l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP). AHUSADEC paie les taxes et impôts dus à l'Etat à la Direction Générale des Impôts(DGI) et à l'Office National de l'Emploi(ONEM).

AHUSADEC utilise désormais le « Time Sheet » comme outil sine qua none pour tout paiement du staff.

Sur le plan financier:

AHUSADEC est dotée du Logiciel comptable et financier: "Quick Books" et deux staffs ont été formés à son utilisation.

AHUSADEC a ouvert un compte dédié au projet ADIJ logé chez ECOBANK-Bukavu.

Sur le plan logistique :

AHUSADEC a renforcé sa politique d'acquisition des biens et services avec la vérification ou la recherche "anti terrorisme " en ligne pour ses divers fournisseurs des biens, équipements et services

Sur le plan de rapportage narratif et financier:

Le rapportage narratif et financier a été fait sur une base mensuelle. En définitive, notre organisation, grâce au partenariat avec FHI360 dans le projet ADIJ, a amélioré sensiblement son système de gestion administrative, financière, logistique et programmatique.

Nous nous engageons à transformer ces bonnes pratiques en système de gestion et elles vont demeurer sûrement au sein de notre organisation.

Quelques changements/effets du projet parmi les communautés touchées par vos efforts avec ADIJ :

- Quelques jeunes cartographes ont initié les Activités Génératrices de Revenus comme l'élevage familial et le petit commerce. Les revenus financiers tirés de ces activités leur permettent de s'auto-prendre en charge (subvenir non seulement à leurs besoins primaires et personnels mais aussi aux besoins de leurs familles);
- Grâce aux formations sur Développement Positif des Jeunes(DPJ) initiées par FHI360 et relayées par les organisations partenaires ADIJ, quelques jeunes que nous avons encadrés ont abandonné certaines attitudes et comportements nuisibles comme la consommation de boissons fortement alcoolisées, la drogue, la prostitution au profit des valeurs positives de paix, de cohésion sociale, d'engagement civique et communautaire.

Quelques défis auxquels nous avons fait face dans l'exécution du contrat de partenariat avec FHI360 :

- Les membres des comités consultatifs permanents ont difficilement accepté de travailler comme des volontaires et/ou bénévoles dans les communautés. La sensibilisation communautaire et la signature des conventions de collaboration comme des bénévoles ont été des stratégies pour surmonter ce défi ;
- Faible rémunération du staff de l'ONG partenaire intervenant dans le projet ADIJ. Lors de la négociation des contrats de partenariat entre FHI360 et les ONGs partenaires, notre proposition du barème salariale n'a pas été prise en compte ;
- L'enveloppe budgétaire prévue pour les avantages sociaux surtout celle destinée aux soins médicaux n'a pas permis d'assurer une bonne prise en charge médicale du staff et les membres de leurs familles;
- Enveloppe budgétaire prévue pour le transport local pas suffisante pour couvrir l'ensemble nos sites d'intervention;
- Absence d'un chargé de suivi et évaluation au sein du staff commis au projet ADIJ chez FHI360

Quelques recommandations pour la deuxième phase du projet ADIJ :

- Améliorer les barèmes salariales de staff d'ONGs locales et nationales intervenant dans les projets FHI360 ;
- Doter les ONGs locales et nationales des ressources financières et matérielles (mobiliers de bureaux, véhicules et motos) suffisantes pour leur permettre à renforcer leurs capacités d'interventions sur le terrain;
- Recruter un officier chargé de suivi et évaluation des activités des ONGs partenaires;
- Organiser les ateliers d'évaluation de progrès mensuels réalisés par les ONGs partenaires.

Fait à Bukavu, le 31 Décembre 2022

Pour l'ONG AHUSADEC

Raphael NGELEZA ,

